

|                                 |   |
|---------------------------------|---|
| <b>Titre</b>                    | Rapport du Groupe d'experts sur le projet Filiation / Maternité de substitution (réunion du 5 au 9 juillet 2021)  |
| <b>Document</b>                 | Doc. pré. No 2A de juillet 2021   |
| <b>Auteur</b>                   | Groupe d'experts sur le projet Filiation / Maternité de substitution<br>Présidente du Groupe d'experts sur le projet Filiation / Maternité de substitution  |
| <b>Point de l'ordre du jour</b> | À déterminer  |
| <b>Mandat</b>                   | C&D Nos 5 et 6 du CAGP de 2021  |
| <b>Objectif</b>                 | Présenter un rapport sur la neuvième réunion du Groupe d'experts  |
| <b>Mesures à prendre</b>        | Pour action <input type="checkbox"/><br>Pour approbation <input type="checkbox"/><br>Pour décision <input type="checkbox"/><br>Pour information <input checked="" type="checkbox"/>   |
| <b>Annexes</b>                  | Annexe I : Aide-mémoire de la neuvième réunion du Groupe d'experts sur le projet Filiation / Maternité de substitution préparé par la Présidente<br>Annexe II : Liste des participants à la neuvième réunion du Groupe d'experts sur la Filiation / Maternité de substitution (en anglais uniquement)   |
| <b>Document(s) connexe(s)</b>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Doc. pré. Nos 3A de février 2015, 3B et 3C de mars 2014 et C&amp;R No 5 du CAGP de 2015</li> <li>- Doc. pré. No 3 de février 2016 et C&amp;R No 15 du CAGP de 2016</li> <li>- Doc. pré. No 2 de février 2017 et C&amp;R Nos 8 à 10 du CAGP de 2017</li> <li>- Doc. pré. No 2 de février 2018 et C&amp;R Nos 6 à 7 du CAGP de 2018</li> <li>- Doc. pré. Nos 2A d'octobre 2018, 2B de février 2019 et C&amp;R Nos 7 à 12 du CAGP de 2019</li> <li>- Doc. pré. No 2 de novembre 2019 et C&amp;R Nos 5 à 9 du CAGP de 2020</li> <li>- Doc. pré. Nos 2A d'octobre 2020, 2B de février 2021 et C&amp;D Nos 5 et 6 du CAGP de 2021</li> </ul> |

## **Rapport du Groupe d'experts sur le projet Filiation / Maternité de substitution (réunion du 5 au 9 juillet 2021)**

### **I. Introduction**

- 1 Du 5 au 9 juillet 2021, le Groupe d'experts sur le projet Filiation / Maternité de substitution (Groupe) s'est réuni par vidéoconférence. Cette neuvième réunion du Groupe d'experts a rassemblé 33 experts représentant 22 États membres de diverses régions, une organisation régionale d'intégration économique, trois observateurs ainsi que des membres du Bureau Permanent (BP) de la HCCH. La liste des participants du Groupe est présentée à l'annexe II.
- 2 Lors de sa réunion de 2021, le Conseil sur les affaires générales et la politique (CAGP) a fait sienne la recommandation visant à prolonger le mandat du Groupe d'une année supplémentaire afin de lui permettre de soumettre son rapport final au CAGP lors de sa réunion de 2023. Cela permettra au Groupe de convoquer au moins une réunion *in situ*, ainsi que de poursuivre ses travaux intersessions et de convoquer plusieurs réunions en ligne de courte durée<sup>1</sup>. Il s'agit de la première réunion de courte durée en ligne du Groupe. La prochaine réunion en ligne est prévue pour novembre 2021.
- 3 L'aide-mémoire de la Présidente figurant à l'annexe I donne un bref aperçu des principaux points de discussion abordés lors de la neuvième réunion du Groupe d'experts.

### **II. Conclusions et Recommandations**

- 4 Le Groupe d'experts invite le CAGP à prendre note de l'aide-mémoire préparé par la Présidente sur la base des délibérations de la réunion du Groupe d'experts.

---

<sup>1</sup> C&R No 5 du CAGP de 2021.

## **ANNEXES**

## Annexe I

# Aide-mémoire de la neuvième réunion du Groupe d'experts sur le projet Filiation / Maternité de substitution préparé par la Présidente

- 1 Le présent aide-mémoire donne un bref aperçu des principaux points de la discussion abordés lors de la neuvième réunion du Groupe d'experts.
- 2 Le Groupe d'experts a discuté du champ d'application du projet éventuel de Convention sur la filiation (projet de Convention) et de celui du projet éventuel de Protocole sur la filiation résultant d'une convention de maternité de substitution (à caractère international) (projet de Protocole). Le Groupe a examiné, en particulier, l'opportunité et la nécessité d'inclure :
  - les adoptions nationales dans le champ d'application du projet de Convention ;
  - la filiation résultant d'une convention de maternité de substitution à caractère national dans le champ d'application du projet de Convention ou du projet de Protocole ; et
  - les adoptions nationales effectuées dans le cadre d'une convention de maternité de substitution (à caractère national / international) dans le champ d'application du projet de Convention ou du projet de Protocole.
- 3 En ce qui concerne les **adoptions nationales**, le Groupe d'experts a examiné les aspects suivants :
  - une éventuelle définition des termes « adoption » et « adoption nationale » et la nécessité de veiller à ce que, si les adoptions nationales sont incluses dans le champ d'application du projet de Convention, seules les adoptions qui établissent un lien de filiation soient reconnues ;
  - si les règles du projet de Convention (à savoir celles relatives à la reconnaissance des décisions judiciaires et celles concernant une éventuelle loi applicable uniforme) seraient appropriées pour les adoptions nationales et/ou si des règles différentes ou supplémentaires seraient nécessaires ;
  - s'il est nécessaire de prévoir des garanties formulées en tant que conditions de reconnaissance et/ou de motifs de non-reconnaissance (ou autres) des adoptions nationales et, le cas échéant, comment les vérifier ;
  - si les adoptions nationales prononcées par des moyens autres qu'une décision judiciaire (par ex., une décision administrative) devraient également relever du champ d'application du projet de Convention ; et
  - s'il convient d'aborder les effets juridiques des adoptions nationales, notamment en ce qui concerne les adoptions nationales qui ont pour effet de rompre ou non fin le lien préexistant de filiation dans l'État où elles ont été effectuées.
- 4 Le Groupe a étudié ces aspects en tenant compte de l'importance de ne pas porter atteinte à la Convention HCCH Adoption internationale de 1993, comme l'a souligné le CAGP lors de sa réunion de 2019<sup>2</sup>. Il a également étudié la manière avec laquelle les préoccupations relatives aux pratiques illicites et / ou aux abus et aux adoptions nationales illégales pourraient être traitées.
- 5 En ce qui concerne la **filiation résultant d'une convention de maternité de substitution à caractère national**, le Groupe d'experts a examiné les aspects suivants :

---

<sup>2</sup> C&R No 11 du CAGP de 2019.

- une éventuelle définition du terme « convention de maternité de substitution à caractère national » ;
- si les règles du projet de Convention (à savoir celles relatives à la reconnaissance des décisions judiciaires et celles concernant une éventuelle loi applicable uniforme) et du projet de Protocole (à savoir celles sur la reconnaissance de la filiation résultant d'une convention de maternité de substitution à caractère international) seraient appropriées pour la filiation résultant d'une convention de maternité de substitution à caractère national et / ou si des règles différentes ou supplémentaires seraient nécessaires ; et
- dans quel instrument (à savoir le projet de Convention ou le projet de Protocole) la filiation résultant d'une convention de maternité de substitution à caractère national devrait être incluse.

- 6 En ce qui concerne les **adoptions nationales effectuées dans le cadre d'une convention de maternité de substitution (à caractère national / international)**, le Groupe d'experts a discuté de la question de savoir si celles-ci devaient être traitées comme :
- une adoption nationale ; ou
  - comme une catégorie spéciale de filiation résultant d'une convention de maternité de substitution.
- 7 Le Groupe d'experts a discuté de l'instrument (à savoir le projet de Convention ou le projet de Protocole) dans lequel les adoptions nationales effectuées dans le cadre d'une convention de maternité de substitution (à caractère national / international) devraient être incluses.
- 8 Le Groupe a étudié ces questions relatives au champ d'application en gardant à l'esprit la nécessité d'assurer la cohérence et la coordination entre les deux instruments afin que les dispositions et les garanties d'un instrument ne soient pas compromises par l'autre instrument.
- 9 L'opportunité et la nécessité d'inclure ces trois types de filiation dans le champ d'application du projet de Convention ou du projet de Protocole ont fait l'objet de discussions. Les conclusions du Groupe d'experts seront présentées dans son rapport final.
- 10 Le Groupe a également étudié la question de savoir s'il convient que le projet de Convention inclue des règles traitant des effets juridiques découlant de la reconnaissance de la filiation (c.-à-d., si le projet de Convention ne devrait contenir aucune disposition sur les effets juridiques, s'il devrait préciser qu'il convient que les effets juridiques soient régis par la loi de l'État requis ou s'il devrait prévoir des effets minimaux).
- 11 Enfin, le Groupe d'experts a entamé des discussions sur la forme et le contenu du rapport final qu'il présentera lors de la réunion du CAGP de 2023. Le Groupe est convenu que les travaux sur le rapport commencent dès que possible.
- 12 Le Groupe d'experts se réunira en novembre 2021 afin de conclure les discussions sur les actes publics dans le cadre de la filiation et de discuter du projet de Protocole. Le Groupe se réunira à nouveau en 2022 afin de conclure son rapport final qu'il présentera lors de la réunion du CAGP de 2023.

## Annexe II

## Liste des participants à la neuvième réunion du Groupe d'experts sur le projet Filiation / Maternité de substitution

|                | <i>Representing</i>   | <i>Surname</i>      | <i>First Name</i>                              | <i>Job Title</i>  | <i>Organisation</i>   |
|----------------|-----------------------|---------------------|--|---|---|
| Members        | <b>Argentina</b>      | Rubaja              | Nieve  | Legal Adviser, Ministry of Foreign Affairs;<br>Professor in Private International Family Law                    | University of Buenos Aires  |
|                | <b>Australia</b>      | Pascoe, AC<br>CVO   | John   | Former Chief Justice, Chief Justice's Chambers  | Family Court of Australia, Chief Justice's<br>Chambers                      |
|                | <b>Brazil</b>         | Froeder<br>Dittrich | Lalisa   | Specialist in Public Policy and Government<br>Management, Asset Recovery and International<br>Legal Cooperation | National Secretariat of Justice, Ministry of<br>Justice and Public Security |
|                | <b>Canada</b>         | Riendeau            | Marie  | Counsel, Constitutional, Administrative and<br>International Law Section  | Department of Justice Canada  |
|                |                       | Jacques             | Emmanuelle                                     | Counsel, Constitutional, Administrative and<br>International Law Section  | Department of Justice Canada  |
|                | <b>China</b>          | Zhu                 | Rongzheng                                      | Staff, Department of Consular Affairs   | Ministry of Foreign Affairs   |
|                | <b>European Union</b> | Vilar-Badia         | Maria  | Legislative Officer   | European Commission   |
|                |                       | Vysoka              | Lenka  | Legal and Policy Officer  | European Commission   |
|                | <b>France</b>         | Potentier-Rios      | Sophie   | Rédactrice au Bureau du droit des personnes et<br>de la famille   | Ministère de la Justice   |
| <b>Germany</b> | Janzen                | Ulrike              | Head of the Unit for Private International Law | Federal Ministry of Justice and Consumer<br>Protection  |   |

|                           |                      |                        |  |   |
|---------------------------|----------------------|------------------------|--|---|
|                           | Henneberger          | Barbara                | Legal Officer, Unit for Private International Law  | Federal Ministry of Justice and Consumer Protection   |
| <b>India</b>              | Narayan              | Geeta                  | Joint Secretary, Department of Health Research   | Ministry of Health and Family Welfare India   |
| <b>Israel</b>             | Friedberg            | Jacob                  | Senior Legal Counsel, Office of Legal Counsel and Legislative Affairs                                    | Ministry of Justice   |
| <b>Italy</b>              | Carpaneto            | Laura                  | Associate Professor of European Law; Member, International Association of Child Law Researchers (IACLaR) | University of Genoa   |
| <b>Japan</b>              | Nishitani            | Yuko                   | Professor of Private International Law   | Kyoto University  |
| <b>Mexico</b>             | Albornoz             | María Mercedes         | External Adviser on PIL to the Office of the Legal Adviser, Ministry of Foreign Affairs; Professor       | Centro de Investigación y Docencia Económicas, A.C. (CIDE)  |
|                           | Pérez Galeana        | Patricia               | First Secretary  | Embassy of the United Mexican States  |
| <b>Netherlands</b>        | Rutten               | Susan                  | Professor on Islamic Family Law in European context and Associate Professor of PIL                       | University of Maastricht  |
| <b>New Zealand</b>        | Casey, QC            | Margaret               | Barrister  | Margaret Casey, QC, Private Practice  |
| <b>Philippines</b>        | Aguiling-Pangalangan | Elizabeth              | Professor of Private International Law; Director, Institute of Human Rights                              | University of the Philippines   |
| <b>Russian Federation</b> | Khazova              | Olga                   | Leading Legal Scholar  | The Private Law Research Centre named after S.S. Alekseev (Moscow), Department of Family Legislation and Legislation on Inheritance |
| <b>South Africa</b>       | Ozah                 | Ronaldah Lerato Karabo | Attorney; Director, Centre for Child Law, Faculty of Law   | University of Pretoria  |
| <b>Spain</b>              | González Beilfuss    | Cristina               | Professor in Private International Law, Faculty of Law   | University of Barcelona   |

|                 |   |                      |               |  |   |
|-----------------|---|----------------------|---------------|--|---|
|                 | <b>Switzerland</b>                                    | Schickel-Küng        | Joëlle        | Co-Head of the Private International Law Unit (Chair of the ninth meeting of the Experts' Group)     | Federal Office of Justice               |
|                 | <b>Ukraine</b>  | Ruda                 | Lyudmyla      | Deputy Head of the Department on International Legal Assistance – Head of the Division on Conclusion | Ministry of Justice                     |
|                 | <b>United Kingdom</b>                                 | Knight               | Eral          | Head of EU/International PIL Negotiations & Strategy   | Ministry of Justice                     |
|                 |   | Wright               | Andrea        | Senior Legal Advisor, European Union Civil Law & Private International Law Team                      | Ministry of Justice                     |
|                 | <b>United States of America</b>                       | Vogel                | Lisa          | Attorney Adviser, US Department of State, Office of the Legal Adviser                                | U.S. Department of State                |
| Observers - IGO | <b>United Nations Children's Fund (UNICEF)</b>        | Raman                | Vijaya Ratnam | Justice Specialist   | United Nations Children's Fund (UNICEF) |
| Observers - NGO | <b>International Academy of Family Lawyers (IAFL)</b> | Kelsey               | Rachael       | President, European Chapter International Academy of Family Lawyers                                  | SKO Family Law Specialists              |
|                 |   | Dally                | Jemma         | Lawyer, Partner  | Goodman Ray Solicitors                  |
|                 | <b>International Social Service (ISS)</b>             | Wöllenstein-Tripathi | Jeannette     | Children's Rights Specialist and IRC Coordinator   | International Social Service (ISS)      |
|                 |   | Alloero              | Carlotta      | Child Protection Lawyer  | International Social Service (ISS)      |
| HCCH            | <b>Permanent Bureau</b>                               | Martinez-Mora        | Laura         | Secretary  | HCCH                                    |



|  |             |          |   |      |
|--|-------------|----------|---|------|
|  | Page        | Capucine | Legal Officer                               | HCCH |
|  | Baker       | Hannah   | Consultant to the Permanent Bureau          | HCCH |
|  | Wells-Greco | Michael  | Consultant to the Permanent Bureau          | HCCH |
|  | Cho         | Soojin   | Judge on Secondment at the Permanent Bureau | HCCH |
|  | Borisova    | Betina   | Intern HCCH                                 | HCCH |
|  | Prénas      | Mathilde | Senior Administrative Assistant             | HCCH |